



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat



Direction Régionale de l'Industrie,
de la Recherche et de l'Environnement

Groupe de Subdivisions de Seine-et-Marne
<http://www.ile-de-france.drir.e.gouv.fr>

Affaire suivie par : Sarah GARCIA
Mél : sarah.garcia@industrie.gouv.fr
Tél. : 01 64 10 53 53
SG/ 2010 - 156
Référence : E - 4/10 n° 690

Savigny-le-Temple, le 17 MAI 2010

INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET :

Rapport au CODERST proposant un arrêté préfectoral de mesures provisoires dans l'attente de la décision relative la procédure de régularisation du stockage de liquides inflammables soumis à autorisation.

EXPLOITANT :

SAMADA
4, rue de Courson – Senia Nord
94517 THIAIS Cedex

ETABLISSEMENT : SAMADA

ZAC PARISUD VI
50, boulevard de l'Europe
77380 COMBS-LA-VILLE

P.J :

- Projet d'arrêté préfectoral
- Plan de situation
- Schéma de fonctionnement bassins

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 31 juillet 2008, la société SAMADA a transmis à l'inspection des installations classées un état des stocks de l'entrepôt qu'elle exploite sur les communes de COMBS-LA-VILLE (77) et TIGERY (91). Cet état fait apparaître que la société SAMADA stocke sur ce site des liquides inflammables en quantité supérieure au seuil du régime de l'autorisation sans disposer de l'autorisation requise.

En vue de régulariser cette activité, la société SAMADA a déposé un dossier de demande d'autorisation par lettre du 29 juillet 2009 qui est en cours d'instruction.

L'objet du présent rapport est de proposer aux membres des Conseils Départementaux de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques d'Essonne et de Seine-et-Marne un projet d'arrêté préfectoral prenant des mesures provisoires relatives à l'exploitation des liquides inflammables en attendant la décision relative à la procédure de régularisation.

Le projet d'arrêté préfectoral modifie également les dispositions de l'arrêté interpréfectoral d'autorisation du 12 juin 2001 en matière de dispositif de rétention des eaux incendie compte-tenu d'une demande de modification présentée par l'exploitant.

1. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société SAMADA exploite à COMBS LA VILLE (77) et TIGERY (91) un entrepôt d'un volume de 522 274 m³ dédié à l'approvisionnement en produits de grande consommation (à l'exception des produits d'alimentation générale) des magasins de grande distribution MONOPRIX.

Cet entrepôt se divise en 10 cellules de surface unitaire comprise entre 3149 et 5378 m². Les cellules sont séparées entre elles par des murs de degré coupe-feu 2 h ou 4 h et sont implantées de part et d'autre d'un mur central de degré coupe-feu 4 h (5 cellules de chaque côté).

Depuis fin 2008, le site est desservi par voie ferrée grâce à un quai couvert qui a été aménagé le long de la façade Nord-Ouest de l'entrepôt. La desserte par voie ferrée permet d'expédier de l'entrepôt 2 à 3 trains par jour représentant l'équivalent de 38 camions de marchandises.

L'établissement emploie 260 personnes en 2 x 8 heures, 5 jours sur 7.

2. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement est réglementé par l'arrêté interpréfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 dont le bénéficiaire initial était la société PITCH PROMOTION et par l'arrêté interpréfectoral n°09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009 qui encadre plus particulièrement les conditions d'exploitation du quai fer.

La société SAMADA a repris l'exploitation de l'entrepôt à partir du 7 janvier 2003.

Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne a pris acte, par lettre du 4 mars 2004, de l'augmentation de la puissance totale de charge des accumulateurs des engins de manutention (puissance totale portée à 235 kW dans 5 locaux de charge soumis à déclaration au titre de la rubrique 2925) et a délivré un récépissé de déclaration n°15340 du 4 mars 2004 pour le stockage de 30 tonnes de gaz inflammables liquéfiés sous forme d'aérosols classés sous la rubrique 1412.

Au vu d'un état des stocks transmis par l'exploitant le 31 juillet 2008, il est apparu que le site stockait entre 300 et 400 m³ de liquides inflammables sans disposer de l'autorisation requise. La société SAMADA a ainsi été mise en demeure par arrêté préfectoral n°08 DAIDD 1IC 311 du 9 octobre 2008 de cesser, sous 2 mois, le stockage des liquides inflammables ou à défaut, de déposer un dossier de demande d'autorisation.

3. ENJEUX PRINCIPAUX

Le bâtiment d'un volume 522 274 m³ mesure 225 m de long sur 187,5 m de large. Il est implanté dans une zone industrielle réservée aux activités de logistique.

L'incendie est le principal danger engendré par l'exploitation de ce type d'établissement.

4. AVIS DE L'INSPECTION

4.1 Stockage de liquides inflammables

Une inspection réalisée le 30 mars 2007 a mis en évidence que l'entrepôt stockait des marchandises (notamment des produits cosmétiques) susceptibles de contenir des liquides inflammables.

Il a ainsi été demandé à l'exploitant, par lettre préfectorale du 18 mai 2007, d'établir le volume de cette activité. Après plusieurs courriers de relance, l'exploitant a transmis, par courrier du 31 juillet 2008, un premier état des stocks de ses marchandises daté du même jour et correspondant à un taux de remplissage de l'entrepôt de 80 %.

Cet état des stocks dressé en fonction des phrases de risques des marchandises, confirme la présence de matières dangereuses dans les cellules 1 et 2 et notamment d'une capacité équivalente comprise entre 300 et 400 m³ de liquides inflammables relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 1432-2 de la nomenclature des installations classées (seuil d'autorisation de 100 m³ en capacité équivalente).

La majeure partie de ces liquides inflammables est contenue dans les aérosols de parfumerie et de laque dont les gaz propulseurs avaient fait l'objet du récépissé de déclaration n°15340 du 4 mars 2004 pour le stockage de 30 tonnes de gaz inflammables liquéfiés relevant de la rubrique 1412.

Des matières comburantes ou dangereuses pour l'environnement comprises dans des produits de coloration pour les cheveux sont également présentes en faibles volumes (respectivement inférieurs à 1 et 5 m³ pour un taux de remplissage de 80 %).

En vue de régulariser cette activité de stockage de liquides inflammables, la société SAMADA a déposé le 29 juillet 2009 un dossier de demande d'autorisation en cours d'instruction.

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint impose à la société SAMADA des dispositions provisoires dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de demande d'autorisation qui a été engagée. Ceci ne préjuge en rien de l'issue qui sera réservée à cette procédure.

Les mesures d'exploitation imposées dans le projet d'arrêté sont issues de l'arrêté ministériel du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts ouverts soumis à autorisation. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- l'interdiction de stocker des matières dangereuses dans les cellules contiguës aux bureaux et locaux sociaux ;
- l'obligation de stocker les matières dangereuses dans des cellules particulières ;
- l'obligation de limiter la hauteur de stockage des liquides inflammables à 5 m.

Ces prescriptions doivent permettre de limiter au maximum les effets d'un départ d'incendie au sein d'un stock de matières dangereuses. A l'heure actuelle, la société SAMADA ne les respecte pas. Par courrier du 31 mars 2010, elle a indiqué qu'elle prévoyait de se mettre en conformité avec ces prescriptions en proposant de compléter le stockage d'une cellule de matières combustibles non contiguë aux bureaux et locaux sociaux (cellule n°3) par le stockage des liquides inflammables.

4.2 Rétention des eaux incendie

L'arrêté interpréfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 prescrit à l'exploitant de disposer d'un bassin de rétention des eaux incendie d'un volume de 2433 m³.

L'inspection du 30 mars 2007 a mis en évidence que le site ne disposait ni d'un bassin spécifique pour la rétention des eaux incendie, ni de dispositifs d'obturation des réseaux d'eaux pluviales. L'inspection a également permis de constater l'existence de quatre bassins non étanches.

Au cours de l'inspection du 5 février 2008, le promoteur de l'entrepôt (société PITCH PROMOTION) s'est engagé à réaliser les travaux suivants avant le 31 juillet 2008 :

- étanchéification de ces quatre bassins qui servent à recueillir les eaux pluviales ;
- surcreusement de deux d'entre eux afin d'obtenir un volume supplémentaire correspondant au volume de rétention des eaux d'extinction incendie prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- installation des obturateurs sur les réseaux de collecte.

Lors de la visite de reconnaissance des installations précédant le démarrage des travaux, le promoteur et son maître d'œuvre ont établi que les réseaux du site branchés sur le bassin public étaient totalement en charge. Afin d'empêcher le déversement des eaux du bassin public dans le volume surcreusé, ces travaux n'ont pas été engagés.

L'exploitant a fourni, par courrier du 31 juillet 2008, une étude datée du 23 juillet 2008 proposant une solution alternative :

- utilisation du volume surabondant des bassins d'écrêtage des eaux pluviales de toiture n°3 et 4 et le volume des canalisations d'eaux pluviales de voirie dont le total se chiffre à 2378 m³ pour retenir la majorité des eaux d'extinction d'incendie ;
- création du volume manquant de rétention des eaux d'extinction d'incendie qui s'élève à 55 m³ par élargissement de la capacité des bassins n°3 et 4 sans surcreusement ;
- réalisation de l'isolement des eaux d'extinction incendie par la mise en place de vannes automatiques, motorisées et manœuvrables depuis le poste de gardiennage ;
- le cas échéant, mise en place de clapets anti-retour entre le bassin n°3 et les bassins n°1 et 2, ces 3 bassins étant en série.

Le volume surabondant des bassins n°3 et 4 a été calculé suite à un épisode pluvieux centennal avec une cote de remplissage maximum des bassins n°3 et 4 (84,75 NGF) supérieure à la cote des grilles avaloirs des voiries (83,85 NGF). Cette différence de niveau est susceptible de se traduire par une remontée d'eau dans les voiries. En effet, en cas de sinistre, les réseaux seront obturés et de ce fait les bassins seront mis en communication avec les canalisations reliées aux avaloirs (voir schéma de principe ci-joint).

Or, l'arrêté de permis de construire de l'entrepôt daté du 20 septembre 2000 n'autorise pas de rétention des eaux incendie dans les quais.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport prescrit à l'exploitant de disposer du volume de rétention des eaux incendie requis s'élevant à 2433 m³ en précisant qu'il aura la possibilité d'utiliser le volume surabondant des bassins d'écrêtage des eaux pluviales n°3 et 4 sous réserve de considérer comme niveau maximal de remplissage de ces bassins le niveau des avaloirs.

Par lettre du 31 mars 2010, l'exploitant a demandé à ce que cette prescription soit supprimée compte-tenu que « le niveau de remplissage situé à la cote 84,75 NGF ne serait atteint qu'en cas d'incendie peu de temps après un orage centennal ; ce qui est très peu probable ».

L'exploitant a initialement proposé d'utiliser le volume surabondant des bassins n°3 et 4 en déduisant la lame d'eau à stocker suite à un événement pluvieux centennal. Dans sa lettre du 31 mars 2010, il propose de ne pas limiter le niveau de remplissage maximum de ces bassins à la cote des avaloirs de voirie compte-tenu que ce niveau ne serait atteint que suite à une pluie de fréquence centennale, situation jugée très peu probable.

Cependant, le volume surabondant disponible sans risque de noyer les voiries, c'est-à-dire à un niveau de remplissage maximum correspondant à la cote des avaloirs, n'a pas été calculé, quelle que soit la période de retour de l'évènement pluvieux.

Ainsi, il n'est pas certain que pour une pluie d'intensité moindre, les bassins n°3 et n°4 soient en mesure de retenir la totalité des eaux d'extinction d'incendie déversées en cas de sinistre, sans entraîner l'engorgement des voiries. De plus, aucun élément justificatif concernant la fréquence de pluie à considérer n'est apporté.

La demande de l'exploitant ne nous paraît donc pas recevable.

Le projet d'arrêté ci-joint impose à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, les justificatifs de la disponibilité du volume de rétention des eaux incendie de 2433 m³ en justifiant la fréquence de pluie à considérer pour le dimensionnement des bassins.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant qu'il convient de prévenir le risque incendie inhérent aux stockages de liquides inflammables et d'aérosols dans l'attente de la fin de la procédure administrative d'autorisation d'exploiter des liquides inflammables relevant de la rubrique 1432-2 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant l'absence de bassin de rétention des eaux incendie mis en évidence au cours de l'inspection du 30 mars 2007 ;

Considérant le dossier de la société SAMADA en date du 31 juillet 2008 comprenant une étude de dimensionnement de ses bassins d'eaux pluviales ainsi qu'une note de synthèse proposant les mesures compensatoires pour la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux incendie ;

Nous proposons à Messieurs les préfets de l'Essonne et de Seine-et-Marne de soumettre à l'avis des membres des Conseils Départementaux de l'Environnement et des Risques Sanitaires de l'Essonne et de Seine-et-Marne le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Rédacteur

L'Inspecteur des installations
classées,



Sarah GARCIA

Vérificateur

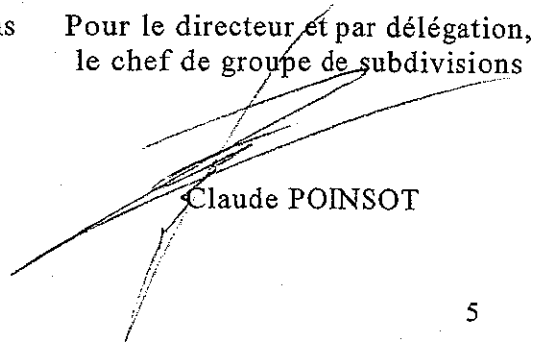
L'Inspecteur des installations
classées,



Sophie PIERRET

Approbateur

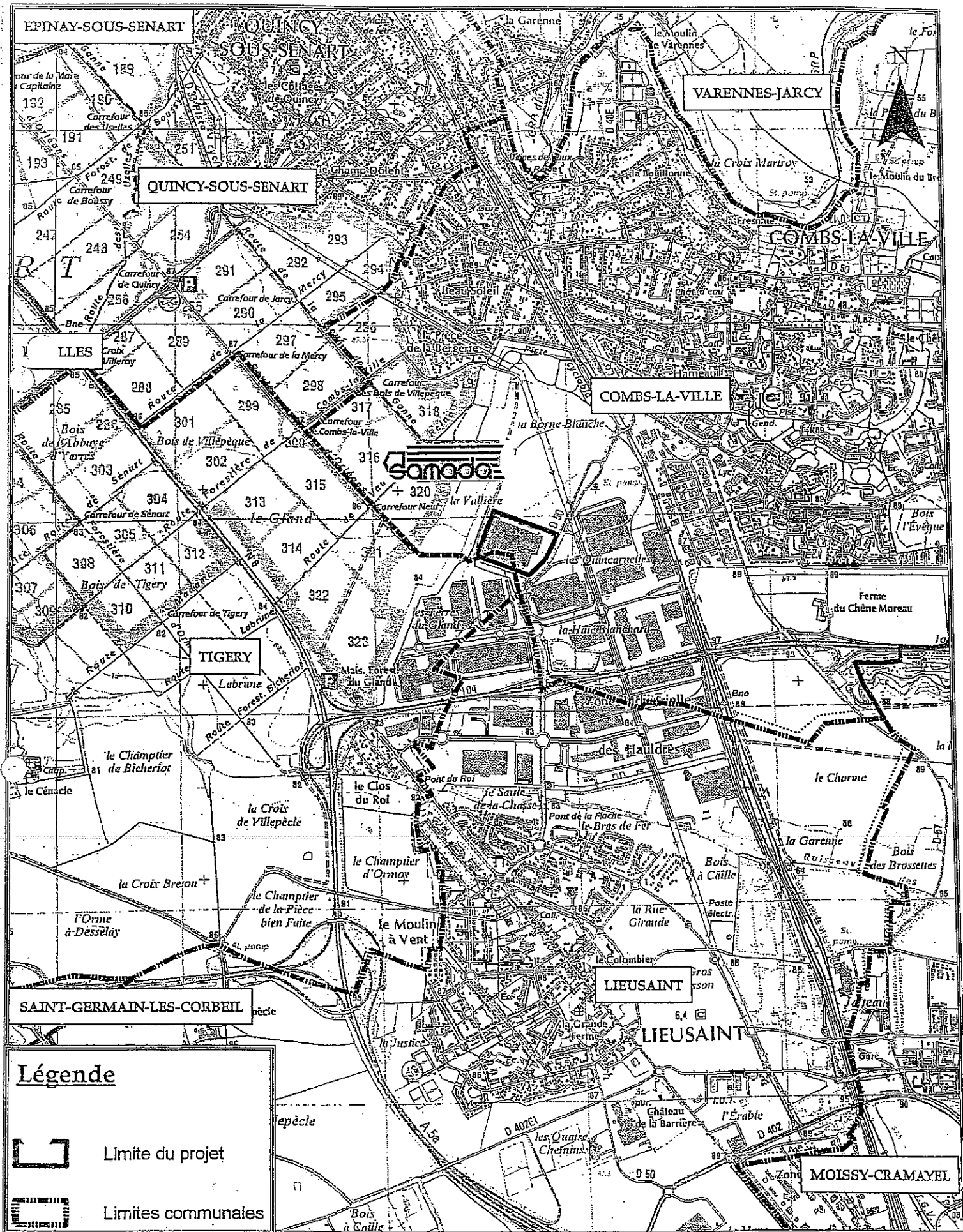
Pour le directeur et par délégation,
le chef de groupe de subdivisions

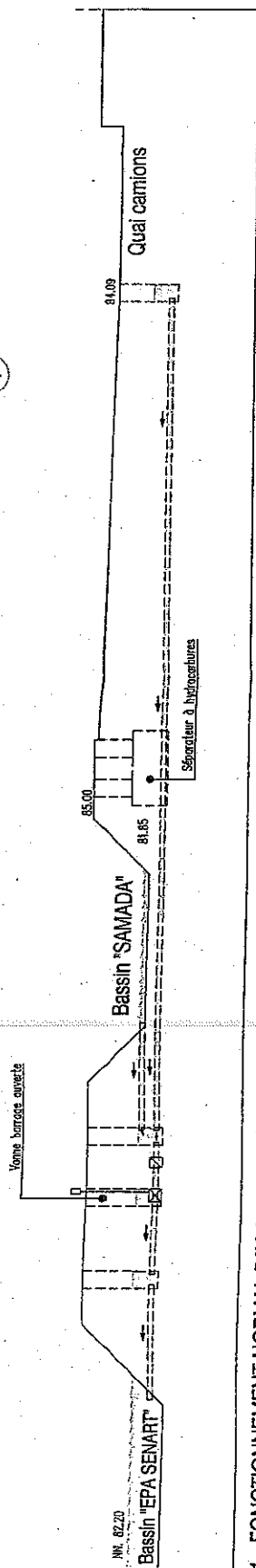


Claude POINSOT

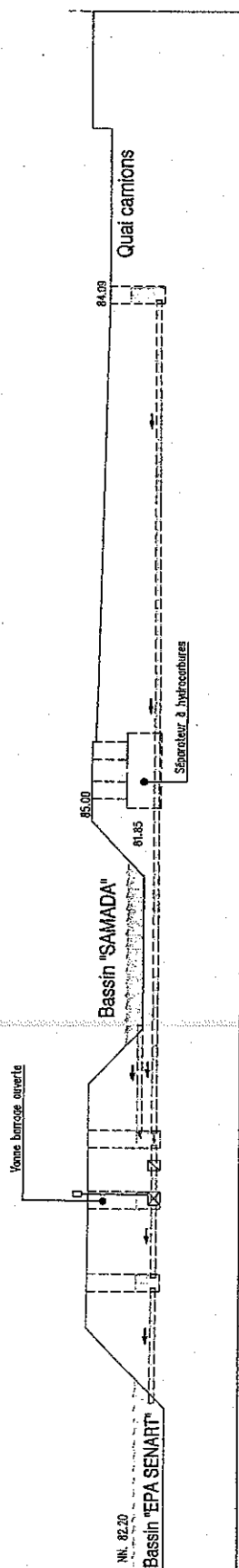
ANNEXES

1. **Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**
2. **Plan de situation**
3. **Schéma de fonctionnement des bassins d'orage publics/privé**

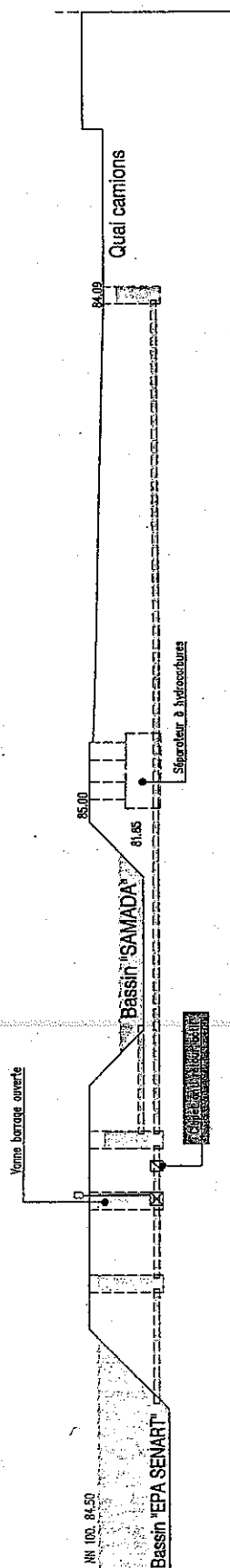




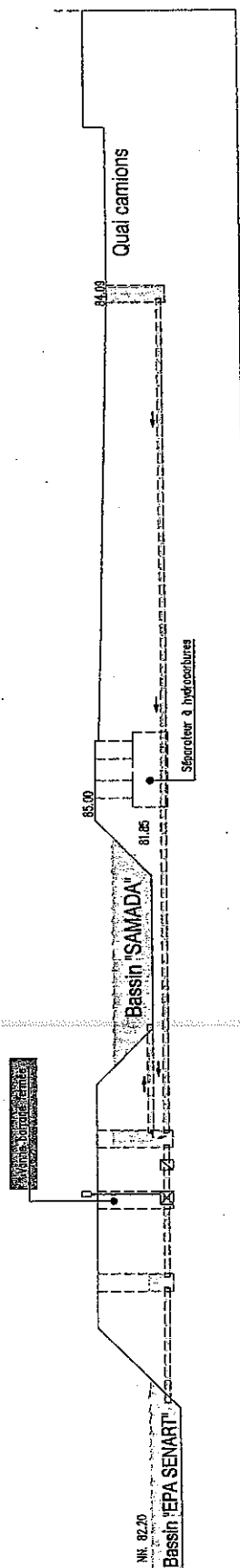
1 - FONCTIONNEMENT NORMAL DES BASSINS D'ORAGE HORS INTÉPIÉRIE



2 - FONCTIONNEMENT NORMAL DES BASSINS D'ORAGE EN CRUE DÉCENNALE



3 - ISOLATION DU SITE EN CAS DE CRUE CENTÉNALE



4 - FONCTIONNEMENT DES BASSINS EN RETENUE DES EAUX D'EXTINCTION

VUS ET CONSIDERANTS

LE PREFET du département de Seine-et-Marne

VU la partie législative du code de l'environnement et notamment ses titres I et IV du livre V ;

VU la partie réglementaire du code de l'environnement et notamment ses titres I et IV du livre V ;

VU l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 autorisant la société SAMADA à exploiter sur le territoire des communes de COMBS-LA-VILLE (77) et TIGERY (91) un entrepôt de matières combustibles ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009 réglementant l'exploitation d'un quai fer adossé à l'entrepôt existant ;

VU le récépissé de déclaration n°15340 du 4 mars 2004 pour le stockage de 30 tonnes de gaz inflammables liquéfiés, sous forme d'aérosols ;

VU le rapport et les propositions en date du... de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de Seine-et-Marne dans sa séance du ... ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de l'Essonne dans sa séance du ... ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à la société SAMADA leainsi que les commentaires de l'exploitant formulés le ... ou « qui n'a émis aucune observation » ;

CONSIDERANT l'inspection du 30 mars 2007 au cours de laquelle il a été constaté que l'entrepôt stockait des marchandises susceptibles de contenir des liquides inflammables et que le site ne disposait pas d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie ;

CONSIDERANT la lettre préfectorale du 18 mai 2007 demandant à la société SAMADA d'indiquer si des matières inflammables ou dangereuses sont stockées dans l'entrepôt et de déterminer le volume de rétention disponible des eaux d'extinction d'incendie ;

CONSIDERANT le courrier du 31 juillet 2008 de la société SAMADA déclarant un stock de liquides inflammables relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 1432-2 de la nomenclature des installations classées ;

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 08 DAIDD 1 IC 311 du 9 octobre 2008 demandant à la société SAMADA de cesser le stockage de produits inflammables ou de déposer un dossier de demande d'autorisation ;

CONSIDERANT le courrier du 31 juillet 2008 de la société SAMADA transmettant une étude de dimensionnement de ses bassins d'eaux pluviales ainsi qu'une note de synthèse proposant les mesures compensatoires pour la mise en place d'un dispositif de confinement des eaux incendie ;

CONSIDERANT le courrier du 31 mars 2010 de la société SAMADA transmettant ses observations sur l'avant-projet d'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT la nécessité de prendre toutes les mesures permettant de garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

CONSIDERANT pour cela qu'il convient de prévenir le risque incendie inhérent aux stockages de liquides inflammables et d'aérosols dans l'attente de la fin de la procédure administrative d'autorisation d'exploiter des liquides inflammables relevant de la rubrique 1432-2 de la nomenclature des installations classées ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture,

CHAPITRE 1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1 – EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SAMADA dont le siège social est situé 4 rue de Courson – Sénia Nord à THIAIS (94) est autorisée à poursuivre l'exploitation de ses installations situées sur le territoire des communes de COMBS-LA-VILLE (77) et TIGERY (91) dans la ZAC Parisud VI - 50 boulevard de l'Europe, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs n°01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 et n° 09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009 modifiées et complétées par celles du présent arrêté.

ARTICLE 1.2 – MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 et de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009 sont modifiées et complétées par les articles suivants du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont modifiées ou complétées	Nature des modifications	Références des articles correspondants du présent arrêté
n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001	3. I.3.3 : Bassin de confinement	Modification	3.4
	3. I.5.1 : Caractéristiques des points de rejet dans le milieu récepteur	Modification	3.1
	3. I.2.5 :	Ajout de prescriptions	3.2
	3. I.3.1 :	Ajout de prescriptions	3.3
	3. V.7.1.2 : Ressources en eau et mousse	Ajout de prescriptions	2.3
	3. V.7.4 : Plan d'opération interne	Ajout de prescriptions	2.4
	4.3 : Construction et aménagements	Ajout de prescriptions	2.1
	4.5 : Exploitation	Ajout de prescriptions	2.2.1 et 2.2.2
	4.5.3 : Entretien général	Ajout de prescriptions	2.2.3
n° 09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009	2 : Quai fer	Ajout de prescriptions	2.2.2

ARTICLE 1.3 – RAPPORT DE CONTROLE

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, le bénéficiaire remet au Préfet une attestation de conformité aux dispositions de cet arrêté, établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.

CHAPITRE 2 - STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES ET D'AEROSOLS

ARTICLE 2.1 - AMENAGEMENT

L'article 4.3 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété comme suit :

« Les cellules où sont présentes des matières dangereuses ne sont pas contiguës aux bureaux et locaux sociaux à l'exception des bureaux dits de "quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages et les quais.

Les racks de stockage et les lanterneaux de désenfumage de la cellule aérosols sont protégés par un grillage empêchant la projection à l'extérieur d'aérosols.

Les issues de la cellule de stockage des aérosols sont maintenues fermées en dehors des heures d'exploitation de la cellule. Les parois et les portes de la cellule de stockage des aérosols présentent une résistance au choc suffisante pour contenir les effets balistiques des aérosols en cas d'incendie pendant une durée d'au moins 2 heures. »

ARTICLE 2.2 - EXPLOITATION

Article 2.2.1. Etat des stocks

Les dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 sont complétées comme suit :

« L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Il est synthétique et rapidement exploitable pour l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. En particulier, l'état des stocks à jour est détenu au poste de garde. »

Article 2.2.2. Stockage

Les dispositions de l'article 4.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 sont complétées par les dispositions suivantes :

« Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule. Les produits inflammables non conditionnés en aérosols et les bouteilles aérosols sont stockés dans 2 cellules distinctes.

De plus, les matières dangereuses doivent être stockées dans des cellules particulières situées en rez de chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux.

Les liquides inflammables non conditionnés en aérosols peuvent compléter le stockage de matières combustibles de la cellule n°3 sous réserve du respect des conditions suivantes :

- les liquides inflammables non conditionnés en aérosols sont conditionnés en petits contenants ;
- l'installation d'extinction automatique de la cellule est adaptée à la nature des produits stockés et conforme au référentiel APSAD R1 ou équivalent.

Les matières dangereuses conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1°) surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2°) hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3°) distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ;
- 4°) une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance doit respecter la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.

Concernant les matières stockées en rayonnage ou en palettier, les dispositions des 1°), 2°) et 3°) ne s'appliquent pas lorsqu'il y a présence de système d'extinction automatique. La disposition 4°) est applicable dans tous les cas.

La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

Les matières stockées en vrac sont séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale d'un mètre est respectée par rapport aux parois, aux éléments de structure et à la base de la toiture ou du plafond ou de tout système de chauffage.

En ce qui concerne les aérosols, les palettes ne sont pas pelliculées sur la surface supérieure pour faciliter la pénétration de l'eau en cas de mise en œuvre du sprinklage. Les aérosols sont éloignés de tout système de chauffage et ne doivent pas être exposés au soleil de façon directe.

La réception de ces aérosols et leur transfert vers leur cellule de stockage est réalisée de manière à réduire au maximum le trajet suivi par ces palettes, pour minimiser les risques d'incident et de propagation rapide d'incendie.

Les fourches et les chariots de manutention sont conçus pour minimiser les risques de perforation et de formation d'étincelles. Si des palettes d'aérosols sont endommagées, une procédure spécifique est mise en œuvre pour sécuriser les lieux. »

L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 09 DAIDD 1IC 068 du 9 avril 2009 est complété comme suit :

« Les quantités de liquides inflammables et d'aérosols au niveau du quai fer sont limitées respectivement à un compartiment d'aérosols par wagon et à l'équivalent d'une palette de liquides inflammables de catégorie B par wagon. »

Article 2.2.3. Propreté

L'article 4.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété par les dispositions suivantes :

« Les locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

En particulier, les zones de manutention et de stockage des aérosols sont maintenues dans un état de propreté strict, aucun carton endommagé d'aérosol ne doit traîner au sol. »

ARTICLE 2.3 – RESSOURCES EN EAU

L'article 3.V.7.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété comme suit :

« Dans les cellules de stockage de produits inflammables et d'aérosols, l'exploitant complète la défense intérieure contre l'incendie au moyen d'une installation d'extinction automatique compatible avec les matières stockées. »

ARTICLE 2.4 – PLAN D'OPERATION INTERNE

L'article 3.V.7.4 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété comme suit :

« Le plan d'opération interne est mis à jour par l'exploitant dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté.

Dans le trimestre qui suit la mise à jour du plan d'opération interne, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie, par mise en œuvre du plan d'opération interne. Un compte-rendu de cet exercice est transmis aux services d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées»

CHAPITRE 3 – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 3.1 – LOCALISATION DES POINTS DE REJET

L'article 3.1.5.1 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est modifié comme suit :

« Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 1
Nature des effluents	EU
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées domestiques de la ZAC
Traitement avant rejet	Aucun
Station de traitement collective	Station d'épuration d'EVRY
Conditions de raccordement	-

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	EPp (eaux pluviales de voirie) et EPnp (eaux pluviales de toiture : rejet n° 2 bis)
Exutoire du rejet	Bassin de la ZAC
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures pour les EPp
Milieu naturel récepteur	Ru des haultres puis Seine
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement et convention

Point de rejet interne	N°2 bis
Nature des effluents	EPnp (eaux pluviales de toiture)
Exutoire du rejet	Bassin n°4 du site
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures pour les EPp
Milieu naturel récepteur	Ru des haultres puis Seine
Conditions de raccordement	-
Autres dispositions	Le bassin n°4 se rejette dans le bassin de la ZAC Volume du bassin n°4 = 1344 m ³

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 3
Nature des effluents	EPp (eaux pluviales de voirie) et EPnp (eaux pluviales de toiture : rejet n° 3 bis)
Exutoire du rejet	Bassin de la ZAC
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures pour les EPp
Milieu naturel récepteur	Ru des haultres puis Seine
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement et convention

Point de rejet interne	N°3 bis
Nature des effluents	EPnp (eaux pluviales de toiture) collectées dans les bassins n°1 et 2
Exutoire du rejet	Bassin n°3 du site
Traitement avant rejet	Aucun
Autres dispositions	Les bassins n°1, 2 et 3 sont reliés en série Le bassin n°3 se rejette dans le bassin de la ZAC Volume du bassin n°3 = 2217 m ³

Tout rejet direct ou indirect non explicitement mentionné ci-dessus est interdit. »

ARTICLE 3.2 – ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

L'article 3.1.2.5 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété comme suit :

« Les séparateurs d'hydrocarbures sont vidangés et vérifiés autant que de besoin et au minimum selon une fréquence annuelle. »

ARTICLE 3.3 – PROTECTION DES RESEAUX INTERNES - RISQUES SPECIFIQUES

L'article 3.1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est modifié comme suit :

« Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes. »

ARTICLE 3.4 – PROTECTION DES MILIEUX RECEPTEURS

Le premier paragraphe de l'article 3.1.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage.

Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Les eaux d'extinction d'incendie doivent être recueillies de manière gravitaire puis converger vers une capacité spécifique extérieure au bâtiment (à l'exception des quais camions) d'un volume de 2 433 m³.

Les bassins de collecte des eaux pluviales de toiture n°3 et n°4 peuvent tenir lieu de bassin de confinement auquel cas :

- leur capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et des eaux d'extinction d'un incendie majeur sur le site,
- ils sont rendus étanches pour empêcher l'infiltration de matières polluantes,
- la cote de remplissage maximum de ces bassins n'excède pas la cote des grilles avaloirs du réseau de voirie afin de prévenir l'envolement des voiries,
- des clapets anti-retour sont installés entre le bassin n°3 et les bassins n°1 et 2 reliés à ce dernier en amont hydraulique,
- ces bassins sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. A cet effet, un repère visuel permettant de vérifier la disponibilité effective du volume de confinement est mis en place au niveau des bassins n°3 et n°4,
- les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les orifices d'écoulement doivent être munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement. Tout moyen doit être mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Avant saturation du volume de confinement, l'exploitant recourt à des sociétés spécialisées chargées de pomper les effluents.

La vidange suivra les principes imposés par les articles 3.1.6.2 et 3.1.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. »

Dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet les éléments justifiant la disponibilité du volume de rétention des eaux incendie de 2433 m³ ainsi que la fréquence de pluie à considérer pour le dimensionnement des bassins.

ARTICLE 3.5 – PLAN DES RESEAUX

L'article 3.1.3.1 de l'arrêté préfectoral n° 01 DAI 2 IC 136 du 12 juin 2001 est complété comme suit :

« Le plan des réseaux de collecte des eaux est mis à jour dans un délai d'un mois suivant la réalisation des travaux de modifications des bassins, voiries et réseaux. »

CHAPITRE 4 - ECHEANCES

Le présent titre récapitule les documents que l'exploitant doit transmettre au Préfet ou les contrôles qu'il doit effectuer.

Articles	Contrôles / bilans / travaux à effectuer	Périodicité du contrôle / bilan
1.3	Rapport de contrôle	Dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté
2.4	Mise à jour du P.O.I	Dans un délai d'un mois à compter de la signature du présent arrêté
3.2	Vérification et vidange des séparateurs d'hydrocarbures	Au minimum annuelle
3.4	Transmission des justificatifs de la disponibilité du volume de rétention des eaux incendie et de la fréquence de pluie à considérer pour le dimensionnement des bassins	Dans un délai de trois mois à compter de la signature du présent arrêté
3.5	Mise à jour du plan des réseaux de collecte d'eaux	Justificatifs à fournir dans un délai d'un mois à compter de la réalisation des travaux de modifications des bassins, voiries et réseaux.

CHAPITRE 5 – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 5.1 – REGULARISATION

Les mesures provisoires prescrites dans le présent arrêté ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par l'arrêté de mise en demeure n° 08 DAIDD 1 IC 311 du 9 octobre 2008 mentionné plus haut.

ARTICLE 5.2 – DROIT

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par des dispositions de l'article L 514-1, Livre V, Titre I, Chapitre IV du Code de l'Environnement, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 5.3 – DIFFUSION DE L'ARRETE

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

ARTICLE 5.4 – DROIT DES TIERS :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 5.5 – NOTIFICATION :

Le présent arrêté est notifié au bénéficiaire par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 5.6 – INFORMATION DES TIERS (ARTICLE R 512-39 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT) :

Une copie de l'arrêté est déposée en mairies de Combs-la-Ville (77) et Tigery (91), et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire.

Un avis est inséré par les soins du Préfet de Seine et Marne et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans les départements de Seine et Marne et de l'Essonne.

ARTICLE 5.7 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT) :

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif uniquement (Tribunal Administratif de Melun – 43 rue Général de Gaulle – 77000 MELUN) :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article 1er, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.
- les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

(Loi n°76-1285 du 31 décembre 1976, article 69 VI) « le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L 421-8 du code de l'urbanisme ».

ARTICLE 5.8

- Les Secrétaires Généraux des Préfectures de la Seine-et-Marne et de l'Essonne,
- les Maires de Combs-la-Ville (77) et Tigery (91),
- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Savigny le Temple,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne d'assurer l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SAMADA, sous pli recommandé avec avis de réception.